agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/AFRIQUE DU SUD - Demande d'explications des Evêques à propos de l'usage des biens de l'Etat dans le cadre d'un mariage privé

Johannesburg (Agence Fides) – « Le gouvernement doit aux sud-africains une explication soignée et rapide concernant l'apparent abus de personnel et de propriété de l'Etat de la part de personnes associées au mariage de la famille Gupta » affirme dans une note la Southern African Catholic Bishops' Conference. Les Evêques sud-africains interviennent ainsi pour demander à ce que la lumière soit faite à propos du mariage d'un membre de la famille Gupta, entrepreneurs d'origine indienne qui ont de vastes intérêts en Afrique du Sud dans le domaine minier, de l'aviation, des media et des hautes technologies, mariage dans le cadre duquel ont été mobilisés des structures et des personnels de l'Etat.
Dans leur déclaration, les Evêques mentionnent en particulier « l'emploi d'une équipe mobile de la police et d'autres éléments des forces de sécurité, l'utilisation d'une base de l'Aéronautique militaire de la part d'un jet privé et le fait que les douanes aient été tenues à l'écart. Tout cela est indice de graves irrégularités à un haut niveau du processus décisionnel ».
La presse sud-africaine a fait état de l'atterrissage, sur l'aéroport militaire de Waterkloof, dans les environs de Pretoria, d'un avion privé transportant les invités au mariage provenant d'Inde. Le cortège nuptial a ensuite été escorté par la police jusqu'à Sun City, la « Las Vegas sud-africaine ».
« Ce qui est particulièrement préoccupant est la nouvelle, reprise par les journaux, que près de 60 agents de police aient été employés pour escorter les hôtes à Sun City » affirment les Evêques. « La police sud-africaine devrait s'employer à combattre le crime, ce dont on ressent vivement le besoin, et non pas à fournir un service de sécurité privé aux frais du contribuable ».
« L'ensemble de l'épisode ne fait que renforcer la perception du fait que les personnes qui disposent de liens politiques ne doivent pas respecter les mêmes règles que le commun des mortels » remarque la déclaration. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir la réputation d'être un pays où ceux qui comptent sont ceux qui ont les bons contacts et dans lequel la richesse peut acheter un traitement privilégié de la part des autorités » concluent les Evêques. (L.M.) (Agence Fides 18/05/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it